

DÉCISION
AG-22-01-D2

D2

Politique de remboursement des dépenses

présenté à l'assemblée général
du 9 février 2022



FIQ - Syndicat des professionnelles
en soins des Laurentides

Présenté par :

Manon St-Denis, Trésorière FIQ-SPSL

Politique de remboursement des dépenses



FIQ - Syndicat des professionnelles
en soins des Laurentides

**Adoptée le
26 juin 2017**

**Révision le
29 mai 2018**

Politique de remboursement des dépenses

FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides

1. DÉPLACEMENT

Le syndicat des professionnelles en soins des Laurentides **recommande** le transport en commun (autobus/méto) ou le covoiturage.

1.1 Prix du transport en commun, autobus, train ou avion, avec pièces justificatives.

1.2 Taxi, si jugé nécessaire, avec pièces justificatives.

1.3 Stationnement, avec pièces justificatives.

1.4 Frais d'automobile

1.4.1 Le remboursement pour déplacement aller-retour en automobile est établi à ~~0,45 \$ du kilomètre, ou~~ au tarif du Conseil du trésor ~~si ce dernier est plus élevé~~. Malgré ce qui précède, la salariée n'est indemnisée que pour l'excédent de la distance qu'elle doit normalement parcourir pour se rendre de sa résidence à son port d'attache comme professionnelle en soins et ce, autant à l'aller qu'au retour.

1.4.2 Si la propriétaire de la voiture est accompagnée d'une ou de plusieurs militantes, elle recevra, en plus du montant ci-haut prévu pour son déplacement, une somme supplémentaire équivalant au tiers (1/3) du montant pour chaque militante l'accompagnant. La conductrice doit inscrire le nom de la ou des militantes qui l'accompagnent.

1.5 Transport nolisé

1.5.1 Autocar nolisé

Lorsqu'un autocar est mis à la disposition de la militante, celle-ci doit réserver sa place, lors de l'inscription, pour l'aller-retour à cette activité syndicale. La militante pour qui un transport nolisé est disponible et qui, lors de l'inscription, choisit de voyager avec son automobile, ne peut réclamer le remboursement pour son déplacement au syndicat.

Il est à noter que le FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides se dégage de toute responsabilité civile pour ceux et celles qui utilisent leur automobile.

1.5.2 Avion nolisé

Lorsqu'une activité syndicale est convoquée et qu'un avion est nolisé par la FIQ ou par le FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides, il est **obligatoire** de le prendre.

2. REPAS

Déjeuner : un maximum de 12.00 \$

Dîner : un maximum de ~~20.00 \$~~ **25.00\$**

Souper : un maximum ~~de 30.00 \$~~ **35.00\$**

Déjeuner : Le déjeuner est remboursé lorsque l'activité syndicale oblige la militante à quitter son domicile avant 6 h 30.

Dîner : Le dîner est remboursé lorsque l'activité syndicale oblige la militante à être à l'extérieur du lieu où elle exerce ses activités syndicales sur une base régulière. Le dîner peut aussi être remboursé lors des rencontres du comité exécutif, des comités syndicaux, des agentes syndicales ou lors d'un dîner de travail en présence d'une invitée (conseillère, membre du comité exécutif).

Souper : Le souper est remboursé lorsque l'activité syndicale oblige la militante à réintégrer son domicile après 18 h 30.

Biffer

Modifications

Politique de remboursement des dépenses

FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides

Un reçu par repas est obligatoire pour obtenir un remboursement jusqu'à concurrence des montants ci-haut. Les montants ci-haut mentionnés seront ajustés s'il y a modification à la politique de dépenses FIQ.

3. HÉBERGEMENT

3.1 Chez des parents ou des ami-e-s : 20.00 \$ par nuit.

3.2 Hôtel : à occupation double

Le syndicat procède à la réservation d'une chambre en occupation double et en défraie le coût. Cependant, si une militante demande une chambre seule, elle doit déboursier la moitié du coût de la chambre. La militante n'est pas obligée de partager sa chambre avec une personne de sexe opposé ou qui provient d'un établissement à l'extérieur du FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides.

Modifications

3.3 Si l'activité syndicale dure plus d'une journée et que la militante demeure à plus de ~~100~~ **75** kilomètres du lieu de l'activité syndicale, celle-ci peut bénéficier d'un hébergement.

3.4 Pour toute activité syndicale dont le début est fixé avant 10 h 00, la militante effectuant un trajet supérieur à 240 kilomètres pour se rendre sur les lieux de l'activité a droit à une chambre la veille de la tenue de l'activité, sauf lorsqu'un transport est organisé par la FIQ.

3.5 La militante ayant à quitter son domicile avant 6 h 00 le matin, pour se rendre sur les lieux de l'activité syndicale, peut bénéficier d'une chambre la veille.

3.6 Pour toute activité syndicale qui débute avant 14 h 00, la militante effectuant un trajet de 400 kilomètres et plus pour se rendre sur les lieux de l'activité a droit à une chambre la veille de la tenue de l'activité.

4. FRAIS SUPPLÉMENTAIRES DE GARDERIE

Les frais supplémentaires de garderie, lors de congés ou hors des heures de travail, sont remboursés avec justification de la demande et sur présentation des pièces justificatives, incluant le numéro de téléphone de la gardienne et le nombre d'enfants gardés.

5. SALAIRE

Tout remboursement de salaire est fait par le syndicat.

- Le temps excédentaire à une libération syndicale ou une journée régulière est remis en fonction des modalités prévues à l'annexe 1 de la présente.
- Une libération est accordée pour toutes les militantes prévues à l'horaire de travail sur le quart de soir précédant l'activité syndicale ou la nuit suivant l'activité.
- Toutes les primes et les montants forfaitaires prévues à la convention collective ou par entente particulière sont payées par le FIQ – Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides si elles ne sont pas rémunérées par l'employeur.

Politique de remboursement des dépenses

FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides

6. REMBOURSEMENT DE FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATION

Les membres du comité exécutif ont droit à une allocation mensuelle maximale de 40.00\$ pour l'utilisation de leur téléphone cellulaire sur présentation de pièce justificative. Le forfait doit inclure une boîte vocale, les minutes d'interurbain et un accès au courriel. Les élues des unités locales ont la possibilité de réclamer une allocation mensuelle maximale de 20.00\$ avec les mêmes critères de réclamation que ceux mentionné ci-haut.

Concordances **7. INSTANCES FÉDÉRALE RFIQ/FIQ**

Les militantes qui sont invitées à titre de fraternelle aux instances fédérales RFIQ/FIQ par le comité exécutif du syndicat se voient assujetties aux tarifs prévus à la politique de dépenses RFIQ/FIQ. Ces dépenses sont remboursées par le syndicat.

8. FRAIS DE REPRÉSENTATION

La militante qui accompagne un membre lors d'une audition a le droit au remboursement de frais de représentation (frais de covoiturage et frais de repas) qu'elle assume pour le membre selon la présente politique.

9. DÉLAIS DES COMPTES DE DÉPENSES

9.1 Production

Le FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides encourage la militante à produire son compte de dépenses dans un délai de trente (30) jours de la tenue de l'activité syndicale. Si la militante n'a pas produit son compte de dépenses dans les six (6) mois suivant l'activité, le FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides se dégage de la responsabilité du remboursement des frais.

9.2 Remboursement

Tout compte de dépenses est remboursé par le FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides dans les quatre (4) semaines suivant la réception dudit compte.

Tout cas d'exception à la présente politique devra être approuvé préalablement par le comité exécutif.

Politique de remboursement des dépenses

FIQ - Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides

Annexe 1

Politique de temps accumulé FIQ – Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides

Le but de la politique est de maintenir la bonne gestion financière du syndicat.

1. La politique s'applique aux membres élues au sein du FIQ – SPSL.
2. La journée de travail doit avoir un horaire qui tient compte du service aux membres à donner et comporte le nombre d'heures prévu à son titre d'emploi.
3. Tout travail fait en plus de la journée régulière ou de la semaine régulière de travail fait de façon obligatoire, est considéré comme du temps accumulé et il s'accumule à taux simple. Le temps de transport qui excède le temps effectivement fait pour se rendre au port d'attache professionnel sera considéré pour le calcul de temps travaillé. ~~Le temps de l'itinéraire prévu par Google, sans trafic, est celui qui servira de référence.~~ **Le temps de transport pour l'activité syndicale est calculé selon le barème de 75 minutes pour 100 kilomètres.**
4. Les membres doivent inscrire leur temps accumulé et leur remise de temps sur le formulaire prévu à cet effet. La date ainsi que les motifs détaillés doivent être indiqués sur le formulaire. Ledit formulaire se retrouvera en partage sur le disque du courriel du vice-président secteur.
5. Le syndicat ne rémunérera pas les heures accumulées. Le temps accumulé doit être repris en temps à l'intérieur de la banque de libération prévue pour l'unité locale ou l'exécutif.
6. La reprise de temps doit être faite en considérant l'impact qu'elle aura sur le service aux membres.
7. Les membres élues ne peuvent accumuler plus de cinq (5) jours (temps en fonction de la journée régulière). Exceptionnellement, le temps excédentaire peut être accepté suite à l'approbation de la vice-présidente secteur pour les unités locales et de la présidente pour l'exécutif.
8. Les membres élues ne peuvent prendre plus de 3 jours de reprise de temps consécutif. Cette reprise de temps ne peut avoir pour effet que la membre élue s'absente plus de 6 jours consécutifs, incluant la fin de semaine, les congés fériés et les congés mobiles le cas échéant.
9. Le temps accumulé n'est pas accepté les samedis et dimanches ainsi que les jours fériés. Exceptionnellement, celui-ci peut être accepté suite à l'approbation de la vice-présidente secteur pour les unités locales et de la présidente pour l'exécutif.
10. Advenant qu'un abus en égard à la politique survienne, le comité exécutif exerce son rôle de voir au bon fonctionnement du syndicat.

Modifications

Proposition

Il est proposé de modifier la politique de remboursement des dépenses FIQ-SPSL tel que présenté.